



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023



le planning
familial 31

SOMMAIRE

RAPPORT MORAL	3
PRÉSENTONS-NOUS	5
2023 EN QUELQUES CHIFFRES	6
NOTRE VIE ASSOCIATIVE	7
▶ NOTRE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIF	7
▶ L'ORGANISATION DE LA VIE MILITANTE.....	8
▶ LA FORMATION ET LA CO-FORMATION DES BENEVOLES	9
▶ LES MOBILISATIONS MILITANTES	10
LES ÉQUIPES DU PLANNING	13
EN TERMES D' ACTIONS	14
▶ ÉCOUTER, INFORMER ET ORIENTER LES PERSONNES DANS TOUS LES DOMAINES LIÉS À LA VIE AFFECTIVE, RELATIONNELLE ET SEXUELLE.....	14
▶ SENSIBILISER LES PUBLICS À L'ÉDUCATION À LA VIE AFFECTIVE, RELATIONNELLE ET SEXUELLE	19
▶ PROPOSER DES ESPACES COLLECTIFS DE PAROLE ET DE SOUTIEN	25
▶ FORMER ET OUTILLER LES PROFESSIONNEL·LE·S SUR LES QUESTIONS RELATIVES À LA VIE, AFFECTIVE, RELATIONNELLE ET SEXUELLE, AUX VIOLENCES SEXUELLES ET DE GENRE, À LA POSTURE D'ÉCOUTE ACTIVE	27
▶ DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES PSYCHOSOCIALES DES ENFANTS ET DES ADOLESCENT·E·S	30
RAPPORT FINANCIER	31
PERSPECTIVES 2024	31
ILS NOUS SOUTIENNENT	31

RAPPORT MORAL



Dans le champ politique, en 2023, **toute l'AD31 s'est massivement mobilisée en opposition à la réforme des retraites**. De par les réalités sociales des femmes et minorisé·e·s de genre, c'est-à-dire les inégalités salariales, les carrières interrompues, les temps partiels, et tout le travail non-rémunéré de tâches domestiques et de soins familiaux, nous avons identifié cette réforme comme un enjeu féministe majeur. L'équipe salariée s'est mise en grève pendant plusieurs semaines.

Par ailleurs, **de nombreuses actions collectives ont fleuri**. Nous avons participé à des manifestations et des événements marquants à Toulouse et Cazères, tels que le 8 mars pour les droits des femmes et des minorités de genre, le 28 septembre pour le droit à l'avortement, le 25 novembre contre les violences faites

aux femmes et aux minorités de genre. Les militant·es du PF31 se sont mobilisé·es pour chacune de ces luttes, souvent en tant qu'organisateur·ice·s. Nous avons également organisé des soirées de soutien des stands « vente de crêpes » pour récolter des fonds pour la caisse IVG Délai Dépassé du PF31, permettant aux personnes d'accéder à l'avortement en Espagne lorsque les délais sont dépassés en France.

Face aux besoins grandissants des publics sur son territoire, l'équipe salariée de l'AD31 s'agrandit en passant de 4 à 6 salarié·e·s. Ce développement permet d'une part, de continuer et de renforcer les actions alors menées : les permanences, les groupes de parole pour femmes cis et personnes trans ayant vécu un ou des viols, les formations des professionnel·le·s, les interventions EVARS, etc. ; et d'autre part, d'assurer le lancement de nouvelles

actions : le groupe local de Cazères-sur-Garonne, le Programme de Développement Affectif et Social (ProDAS), et le groupe de parole pour des personnes LGBTQIA+ ayant vécu un/ou des viols. Cette croissance s'accompagne de nouveaux outils de gestion permettant d'optimiser les procédures internes et donc l'appui à la structuration des activités.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, **une bataille a été gagnée avec la constitutionnalisation de l'avortement**, en mars 2024. Elle représente un progrès significatif pour les droits des femmes et des minorités de genre : en inscrivant le droit à l'avortement dans la Constitution, ce droit devient inaliénable et protégé contre les fluctuations politiques et législatives futures. Cela garantit que toutes les femmes et les personnes pouvant être enceintes (les débats sur la formulation l'ont bien entériné) auront un accès à l'avortement, indépendamment des changements de gouvernement ou des pressions conservatrices.

Cependant, ces avancées ne doivent pas nous faire oublier les menaces croissantes auxquelles nous sommes confronté·e·s. **Les attaques contre les droits des personnes trans et la montée frappante de l'extrême droite** exacerbent les discriminations et les violences envers les populations les plus vulnérables. Ces défis renforcent nos convictions et notre détermination à lutter pour une société solidaire, féministe, plus juste, inclusive et respectueuse de toutes.

Nous continuerons notre militantisme et notre engagement à faire bloc contre le racisme et toutes les discriminations qui touchent en premier lieu les personnes les plus précaires et minorisées dans notre société. Notre lutte pour l'égalité et la justice sociale sera inébranlable, et nous sommes résolu·e·s à défendre les droits de toutes face à ces menaces.

Le Conseil d'Administration

PRÉSENTONS-NOUS

Le Planning Familial est une association féministe et d'éducation populaire, qui agit depuis 1956 pour promouvoir le droit des personnes à vivre une sexualité libre, sans répression ni dépendances. Cela passe tout autant par les combats historiques pour le droit à l'avortement et à la contraception, que par la lutte contre les violences de genre, puis plus récemment par l'investissement dans les mouvements LGBTQIA+.

Le Planning Familial est à l'origine de la création de lieux d'écoute et de rencontre, afin de donner à chacun·e les outils pour vivre sa vie affective et sexuelle de la façon la plus éclairée, libre, et de diminuer les relations de dépendance dues au savoir, à la hiérarchie, à la conformité aux normes sociales. Peu de temps après sa création, le Planning Familial s'est engagé dans des actions d'information, de sensibilisation, de prévention sur le sujet de la vie affective et sexuelle, en situant la sexualité sous ses aspects culturels, sociaux, économiques, législatifs et relationnels, dans une approche qui tient compte des rapports de pouvoir liés au genre, aux inégalités de classe et de race. Enfin, le Planning Familial est également un organisme de formation, en particulier pour celles et ceux qui sont confronté·e·s dans leur vie professionnelle aux questions touchant aux sexualités, au genre.

Dans chacune de ses actions, le Planning Familial adopte une approche d'éducation populaire et féministe : il s'agit de partir des savoirs, représentations, vécus et expériences des personnes, plutôt que d'apporter un savoir de façon descendante. L'écoute, l'attitude d'empathie, le crédit accordé à la parole de l'autre, l'échange, l'absence de jugement, le respect des différences sont le fondement de toutes nos interventions, dans le cadre d'interventions ou d'accueil collectif ou individuel. Au-delà de l'information, nos actions visent à amener les personnes à prendre conscience des normes sociales qui façonnent l'appréhension et le vécu de la vie affective et sexuelle, des relations amoureuses, afin de pouvoir s'affranchir de ces injonctions sociales qui renforcent les rapports de pouvoir liés au genre.



2023 EN QUELQUES CHIFFRES

LES PERSONNES ENGAGÉ·E·S DANS L'ASSOCIATION

35 bénévoles, dont **5** membres au Conseil d'administration

121 adhérent·e·s

6 salarié·e·s, équivalent de 4,68 ETP

2578 PERSONNES RENCONTRÉES SUR L'ENSEMBLE DE NOS ACTIONS

dont **946** accueillies individuellement

dont **706** ayant assisté à au moins une séance collective

dont **86** professionnel.les formé·e·s

dont **840** renseignées et sensibilisées lors d'évènements grand public

CE QUE LE PLANNING FAIT SUR LE TERRAIN

62 séances collectives

soit 200 heures d'interventions collectives

20 formations animées

soit 114 heures d'animation de formations

160 créneaux de permanence de 4h

soit 636 heures d'accueils individuels

21 événements militants organisés

soit 74 heures de mobilisation militante (événements, stands, débats, etc.)

ANIMATION D'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ

	Nombre d'élèves	Nombre de séances
Primaire	217	28
Collège	21	4
Lycée	268	14
Etudes supérieures	45	4
Total	551	50

NOTRE VIE ASSOCIATIVE

NOTRE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIF

Tout·e membre du Planning familial 31 est lié·e aux statuts qui constituent et structurent l'association. Des temps de réflexion et des temps conviviaux sont organisés tout au long de l'année afin de permettre à l'ensemble des militant·e·s d'échanger sur les diverses actions de l'association et sur des sujets de société.

Pour la définition et la mise en œuvre de sa mission, le Planning familial 31 s'appuie sur un conseil d'administration de cinq personnes, une trentaine de travailleur·eus·e·s bénévoles actives et sur une équipe de 6 salarié·e·s.

En 2020, l'Organisation Mutuelle de Soutien (OMS) est créée. Ces réunions ont lieu 1 fois par mois et réunissent les différents groupes du PF31 : le conseil d'administration, 2 personnes de l'équipe bénévole-militante et l'équipe salariée. Elles ont pour objectif de permettre d'échanger et de se soutenir mutuellement. Il s'agit d'un espace de gestion de l'association ouvert qui permet de :

- discuter des stratégies associatives ;
- prendre des décisions structurantes pour l'association (Ressources Humaines et vie associative) ;
- aborder d'éventuelles difficultés dans le collectif et trouver collectivement des pistes de solution ;
- et faire vivre la collégialité au PF31.

Le salariat

En 1974, l'Association Départementale du Planning Familial de la Haute-Garonne est déclarée en préfecture. En juin 2007, pour répondre à la demande et mener à bien ses missions, l'association a fait le choix de créer un premier poste salarié. Par la suite, l'équipe salariée s'est étoffée au fur et à mesure du développement des projets de l'association. Depuis le 1er janvier 2020, l'équipe salariée est composée de 4 salarié·e·s à 0.8 ETP, soit 3.2 ETP au total pour l'association - qui passera à 6 salarié·e·s, soit 4.68 ETP en 2023. En effet, pour répondre aux sollicitations des publics et aux ambitions de développement de la structure, deux nouveaux postes sont créés : un premier pour appuyer la gestion administrative et financière de 0,68 ETP avec une embauche en mai 2023, et un second pour rejoindre sur les missions de coordination de projets avec une embauche en septembre 2023.

Le conseil d'administration

En parallèle de l'engagement dans la vie militante de l'association, les membres du Conseil d'Administration effectuent un travail régulier de suivi et de gestion, en lien avec l'équipe salariée. Depuis 2015, le CA du Planning Familial 31 est collégial : les responsabilités sont ainsi partagées entre ses membres. Statutairement, les membres du CA sont censé·es se réunir au minimum 4 fois par an mais la réalité de la vie associative du Planning les amènent à se réunir plus souvent.

Les représentations à la Fédération et à la Confédération du Planning Familial

Les militant·e·s peuvent participer également au Conseil d'Administration de la Fédération Régionale Occitanie et à celui de la Confédération Nationale du Planning Familial. Ces temps ont lieu tout au long de l'année et sont l'occasion d'échanger et de décider des grandes orientations du mouvement.

L'ORGANISATION DE LA VIE MILITANTE

121 personnes ont adhéré au PF31 en 2023. Une trentaine d'entre elles sont des travailleur·euse·s bénévoles actives au sein de l'association, dont les contributions militantes sont généralement multiples : participation aux actions (accueil du public et animation de séances en milieu scolaire, stands, forums, journées d'action, formations, événementiel, communication, outils pédagogiques, organisation de soirées de soutien etc.), accompagnements aux avortements de personnes mineures en France ou de personnes ayant dépassé les délais français pour des avortements en Espagne, participation aux réflexions et aux décisions, élaboration/animation de nouveaux projets, organisation d'événements publics (dont des portes ouvertes au nouveau local), participation aux différentes commissions (organisation de stands, communication externe et

réseaux sociaux, réflexions et actions autour de l'avortement, lien avec l'extérieur, etc...).

Les bénévoles se réunissent une fois par mois, et plus si nécessaire, afin d'échanger sur leurs envies d'engagement, les différents projets en cours, et l'avancement des travaux réalisés en commissions. Les bénévoles se retrouvent également chaque année sur le temps d'un week-end pour réfléchir collectivement au fonctionnement et aux perspectives de l'association, tout en intégrant les nouvelles personnes bénévoles. C'est également l'occasion de se former pour être en capacité de s'approprier les outils du Planning Familial. En 2023, ce week-end militant a eu lieu les 11 et 12 mars à la suite de la forte mobilisation du 8 mars.

Le 14 octobre 2023 se sont tenues les portes ouvertes au local du PF31. C'était l'occasion pour les militant·e·s d'accueillir de nouvelles personnes souhaitant militer au sein du PF31, et de faire connaître l'association aux personnes du quartier. Environ 100 personnes ont pu découvrir le local tout au long de l'après-midi. Différentes activités ont été organisées : projections de documentaires, ateliers de sensibilisation, jeux et quizz, mise en place d'une buvette et crêpes pour récolter des fonds pour la caisse IVG délais dépassés, en présence de chorales toulousaines : la chorale féministe les Shakirales et la chorale de chant de lutte La Canaille.

LA FORMATION ET LA CO-FORMATION DES BENEVOLES

Chaque année, les membres de l'équipe salariée et bénévole de l'association suivent différentes formations. Ces formations sont considérées comme une condition indispensable à la garantie d'un accueil de qualité pour les personnes qui viennent au Planning Familial 31. L'équipe du PF31 participe régulièrement, par ailleurs à des regroupements et des formations organisées au sein du Planning Familial, que ce soit au niveau régional ou national.

La co-formation est centrée sur l'échange de savoirs et la co-construction de nouveaux savoirs au travers des échanges et des discussions qui en découlent. Cette dynamique d'apprentissage et de co-construction concerne et bénéficie autant aux stagiaires qu'aux formateur·ice·s.

En 2023, via la Fédération Occitanie et la Confédération du Planning Familial, des bénévoles ont pu participer aux formations suivantes :

- Handicap (avec le programme Handicap, et Alors !)
- Numéro Vert National (avec le programme NVN)
- Être un·e employeur·euse associatif et féministe
- Construire un plaidoyer pour les droits sexuels et reproductifs face aux mouvements anti-choix

Également, via la participation au 23ème regroupement Genre et Santé Sexuelle : un événement du mouvement qui permet de faire vivre le réseau du Planning Familial par des moments inter-connaissance, de co-formation, d'analyses de pratique et de partage d'outils.

Seulement un nombre restreint de bénévoles ont la possibilité de participer à ces formations, c'est pourquoi une transmission entre les bénévoles est généralement prévue.

De plus, les bénévoles ont pu être formé·es à l'écoute active, à l'éducation populaire, au système drapeaux (outil d'accompagnement des comportements sexuels des jeunes et de prévention des violences), aux premiers secours en santé mentale, ainsi qu'à la Coordination Féministe organisée à Mont-de-Marsan. Par ailleurs, beaucoup de personnes bénévoles ont suivi une diversité de formations gratuites en ligne autour de la vie affective et sexuelle, souvent transmises par les salarié·e·s.

Le dispositif de validation d'«Éducation à la vie» (EAV) s'adresse aux bénévoles de l'association souhaitant réaliser des interventions de prévention, de l'accueil, de l'information ou de l'orientation sur la vie relationnelle, affective ou sexuelle. En 2023, deux bénévoles ont pu obtenir leur attestation d'Éducatrice À la Vie affective et sexuelle après avoir réalisé 160 heures de co-formation en accueil et animation. De nombreuses personnes bénévoles se sont également mobilisées pour l'obtenir l'année suivante.

LES MOBILISATIONS MILITANTES

L'année a été rythmée par différents projets portés par l'équipe militante :

- L'ouverture en novembre 2023 d'un créneau du Numéro Vert National. 6 bénévoles du PF31 se sont mobilisé·e·s pour ce projet, en participant à des formations sur l'écoute active, en observant des permanences auprès des salarié·e·s de l'équipe, en allant se former auprès d'autres AD (observations de permanences téléphoniques dans le Tarn et en Ariège). Le PF31 prend en charge désormais une permanence téléphonique tous les mercredis de 17h à 20h.
- Les interventions EVARS en lycée dans le cadre du projet Génération Égalité.

De plus, 2023 a vu fleurir de nombreuses actions collectives. Les bénévoles militantes ont participé à des manifestations et des événements importants des luttes à Toulouse et Cazères :

- Le 8 mars, journée de lutte pour les droits des femmes et des minorités de genre,
 - Le 28 septembre, journée pour le droit à l'avortement,
 - Le 25 novembre, journée de lutte contre les violences faites aux femmes et minorités de genre.
- Pour chacune de ces luttes, les militantes du PF31 se sont mobilisées, parfois en faisant partie des équipes organisatrices d'événements.

Des stands de type « vente de crêpes » ou des soirées de soutien ont été organisés pour récolter des fonds pour la caisse IVG Délais Dépassés du PF31, qui permet à des personnes d'avoir recours à un avortement en Espagne lorsque les délais sont dépassés en France.

Une discussion a été animée dans la librairie Terra Nova (Toulouse) autour du livre « Mes trompes, mon choix » de Laurène Levy

Enfin, nous avons aussi intensifié notre engagement au sein de l'interorga féministe de Toulouse, organe rassemblant des collectifs, associations, syndicats et partis politiques alliés, qui souhaitent coordonner les actions féministes menées à l'échelle locale.

Le groupe local de Cazères-sur-Garonne

Au groupe local de Cazères, une dizaine de bénévoles se rencontrent chaque mois et s'organisent pour mener des actions militantes :

Éducation à la vie affective en milieu scolaire

- 2 interventions à l'école primaire de Saint Michel sur les émotions et l'égalité de genre
- 2 interventions à l'école primaire de Poucharramet sur le corps et le consentement

Autosupport LGBTQIA+

- 3 soirées queer en milieu rural avec une trentaine de personnes participantes

Débats et rencontres féministe

- 1 soirée sur « pourquoi le patriarcat ? » avec une vingtaine de personnes participantes

Tenue de stands

- à la fête de la chanson politique à Mazères sur Salat
- au festival des semeuses à Poucharramet
- à la projection « la 1ère marche » avec le conseil départemental. Cette projection a été suivie d'un échange avec le public et les militant·e·s du groupe local de Cazères.

Auto-formations

- une journée sur « écoute active » et « tenue de stand » ;
- Un atelier lexique LGBTQIA+ ouvert à quelques personnes extérieures au planning.

La caisse de solidarité « IVG délais dépassés »

Le PF31 a une caisse de solidarité, alimentée uniquement par des dons, pour les personnes qui ont besoin d'avorter à l'étranger, où les délais sont moins contraignants qu'en France. Des bénévoles peuvent accompagner les personnes qui le souhaitent.

Tout au long de l'année, des soirées de soutien à la caisse IVG délais dépassés ont

également été organisées dans différents lieux, bars ou locaux associatifs à Toulouse. Pour ces événements, des bénévoles militantes ont parfois l'occasion d'installer un stand avec de la documentation pour présenter le Planning Familial et présenter les thématiques abordées, et prennent la parole pour expliquer les enjeux de la caisse IVG délais dépassés.

En 2023, 5 personnes ont eu besoin de solliciter cette caisse de soutien, pour une aide financière allant de 750 € à 1750 € (6024 € d'aide effectuée au total dans l'année). Nous avons reçu 677€ de dons de particuliers via le site HelloAsso et 3342 € de dons récoltés lors de soirées de soutien ou d'actions de soutien pour cette caisse en 2023. **Un grand MERCI à toutes !**



Mobilisations militantes en 2023



Journées portes ouvertes

LES ÉQUIPES DU PLANNING



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Marine BOURDAIS

Amandine BRIE

Lorène ELICHABE

Marion LUC

Mathilde STOBEO-GREZE

L'ÉQUIPE SALARIÉE

Virginie AURIÈRES, coordinatrice de projets

Élie BOUËT-JACQUELINE, coordinateur de projets

Mélanie DELORT, coordinatrice de projets

Magali DUMOND, coordinatrice de projets

Delphine POIVERT, gestionnaire administrative et financière – chargée de développement

Chloé RONCAJOLO, gestionnaire administrative et financière – chargée de développement

LES REPRÉSENTANT·E·S AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONFÉDÉRAL

Mathilde STOBEO-GREZE – titulaire

Jasmin SILVA - suppléant

LES REPRÉSENTANTES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION FÉDÉRAL

Delphine POIVERT – titulaire

Chloé RONCAJOLO - titulaire

EN TERMES D' ACTIONS

ÉCOUTER, INFORMER ET ORIENTER LES PERSONNES DANS TOUS LES DOMAINES LIÉS À LA VIE AFFECTIVE, RELATIONNELLE ET SEXUELLE

Contexte et enjeux

Les permanences d'écoute, d'information et d'orientation : une action centrale du Planning

Depuis sa création en 1974, nous tenons des permanences d'écoute, d'information et d'orientation. Depuis une quinzaine d'années le métier d'écouter s'est professionnalisé et l'équipe a recruté des conseiller·ière·s conjugaux·les et familiaux·les. Chaque année nous renseignons un peu moins de 1000 personnes, dont environ 60% de jeunes de 15 à 25 ans. Le PF31 a la particularité d'être repéré comme un lieu ressource par des publics vulnérables, éloignés du système de soins ou en difficulté pour accéder à leurs droits. Il s'agit particulièrement de jeunes dont beaucoup en situation de précarité, de femmes victimes de violences, de personnes sans papiers, de personnes porteuses de handicaps, de personnes transgenres, de mères isolées, de personnes ayant dépassé les délais pour avorter en France, de personnes homosexuelles, etc.

Ces espaces permettent de répondre aux besoins identifiés par les personnes elles-mêmes :

- Besoin d'informations pour les personnes accueillies en ce qui concerne leur corps, leur santé sexuelle, leurs droits ;
- Besoin de clarté et de simplicité dans leurs démarches d'accès à leur santé sexuelle ;

- Besoin d'espaces d'écoute bienveillants et non-jugeant sur les questions de vie affective, relationnelle et sexuelle.

L'équipe écoutante, composée jusque-là de 3 salarié·e·s, s'est agrandie en septembre avec le recrutement d'une nouvelle personne. Cet agrandissement vient répondre à un besoin constant d'amélioration des pratiques d'écoute, d'orientation et d'information.

L'amélioration continue de nos pratiques

La formation continue, en externe comme en interne (co-formation), la veille documentaire, le travail en partenariat avec des structures et professionnel·le·s du médico-social, et le questionnement de nos postures sont au cœur de notre pratique professionnelle.

Une matinée par mois est également consacrée à une réunion écoutant·e·s, afin d'affiner les protocoles de travail, mettre en commun les ressources et les connaissances, et élaborer des perspectives d'amélioration de nos conditions d'accueil et d'orientation du public.

Enfin, l'équipe salariée se réunit au complet deux matinées par mois pour questionner les pratiques et postures professionnelles, ainsi que l'organisation d'équipe, à travers des analyses de pratiques et supervisions animées par une prestataire externe.

La réorientation des publics

Une partie importante de notre travail est dédiée au renforcement de notre réseau de partenaires (prises de contacts, rencontre de professionnels, partage d'informations, etc.), pour pouvoir orienter les personnes reçues au plus proche de leurs besoins.

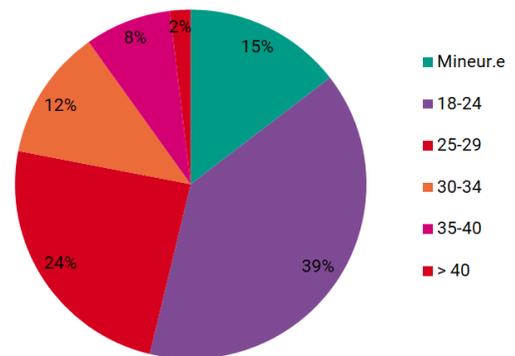
Ce que nous mettons en œuvre

► LES PERMANENCES D'ECOUTE, D'INFORMATION ET D'ORIENTATION

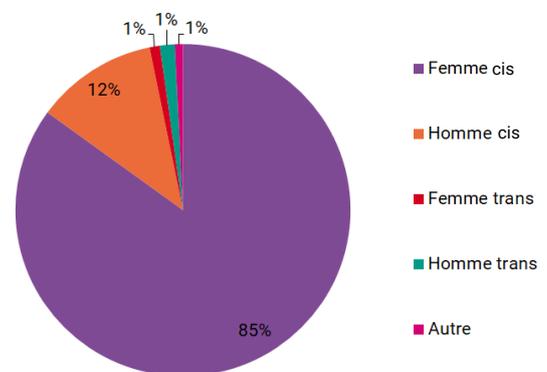
Les permanences d'écoute, d'information et d'orientation du PF31 sont ouvertes 4 après-midi par semaine, du lundi au jeudi de 13h30 à 17h00. Les personnes s'y rendent de façon anonyme, gratuite et sans rendez-vous, et peuvent également bénéficier d'informations par mails ou téléphone.

Nous estimons que la plupart des personnes reçues sont des femmes cis de moins de 40 ans, et plus d'une personne sur deux a moins de 25 ans. Ces chiffres sont cependant à manier avec précaution du fait de l'anonymat que nous garantissons avec le public que nous recevons, que ce soit lors des entretiens ou des échanges par mails, ce qui peut rendre difficile la génération de statistiques.

Répartition par tranche d'âge



Répartition par genre



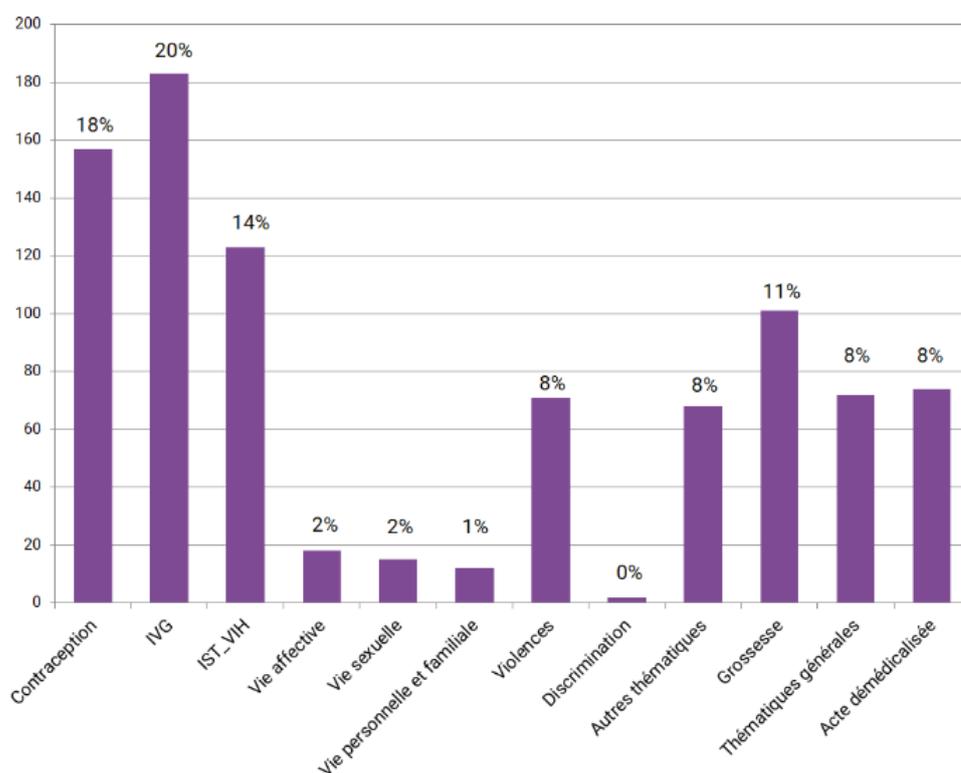
Les thématiques abordées

À l'instar des années précédentes, les demandes formulées par les personnes accueillies concernent principalement le contrôle des naissances (IVG, contraception, grossesses), le dépistage des Infections Sexuellement Transmissibles avec des chiffres qui restent stables. On constate que le Planning Familial est également de plus en plus identifié comme lieu d'écoute autour des vécus de violences.

* À noter une erreur dans le remplissage de notre

Nous recevons tous les jours des personnes pour qui accéder à leur choix d'interrompre une grossesse nécessite un parcours qu'elles estiment long et compliqué.

Au Planning Familial 31 nous observons également que l'accès à l'IVG reste compliqué, notamment pour les personnes en situation de vulnérabilité, ou les mineures qui souhaitent avorter dans le secret. Un certain nombre d'entre elles nous disent s'être senties jugées par les professionnel·e·s soignant·e·s, vivre des



répertoire de données sur la thématique des discriminations, qui est abordée dans de nombreux entretiens.

Les Interruptions Volontaires de Grossesse

Le droit et l'accès à l'IVG a connu une avancée majeure avec son inscription dans la Constitution. Pour autant, les personnes qui avortent entendent encore et toujours des propos culpabilisants et jugeants.

discriminations à caractère raciste, grossophobes, ou être freinées par les lourdeurs administratives.

Malgré l'allongement des délais pour avorter en France en 2022, nous recevons régulièrement des personnes qui ont dépassé les délais légaux pour faire une IVG en France et qui doivent se rendre dans des cliniques privées en Espagne, qui facturent parfois plusieurs milliers d'euros l'acte.

Le Planning Familial est la seule structure sur toute la Haute-Garonne à accompagner les personnes dans leur démarche d'IVG en Espagne, tant sur les aspects administratifs, logistiques et financiers, grâce à la caisse de solidarité alimentée par des dons.

Ainsi en 2023, 10 personnes sont venues nous voir pour une IVG délais dépassés. 5 d'entre elles ont eu besoin d'aide financière, et une a été accompagnée par des bénévoles du Planning Familial 31 pour ne pas se rendre seule en Espagne. En effet, il arrive que les personnes n'aient pas la possibilité de demander à un·e proche de les accompagner, et se retrouvent de ce fait isolées dans leur démarche. La présence de bénévoles du PF31 est précieuse pour leur permettre de ne pas être seule dans ce moment, tant pour assurer le trajet en voiture, que pour avoir une présence, un soutien bienveillant si nécessaire. Néanmoins, ces accompagnements demandent du temps et de la disponibilité, tant aux bénévoles qui accompagnent (qui passent généralement 2 jours et une nuit en Espagne) qu'aux salariées qui effectuent à chaque fois un travail de coordination important (avec la clinique, la personne et les bénévoles) en dehors des heures financées habituellement pour les permanences.

Les violences

Avec 217 000 femmes victimes de viols, tentatives de viol et/ou agressions sexuelles par an en France (selon le Ministère de l'Intérieur), les violences sexuelles constituent un phénomène massif de société. Leurs conséquences sur la vie des victimes, tant sur le plan social que de la santé, sont néanmoins rarement prises en compte. La reconnaissance par l'entourage de ces violences et l'accès à une prise en charge adaptée constituent

pourtant un facteur essentiel de mieux être pour les personnes.

On remarque ces dernières années que le Planning Familial 31 est de mieux en mieux identifié comme un lieu d'écoute autour des questions des violences. En 2023, 224 personnes que nous avons reçues nous ont fait part d'un récit de violences vécues, essentiellement des viols ou violences sexuelles, et des violences conjugales.

En effet, depuis de nombreuses années, le Planning Familial 31 porte une attention particulière à la question des violences que vivent les femmes et les personnes minorisées de genre, qui ressort fréquemment dans les entretiens. L'identification du planning comme lieu ressources autour de cette thématique est également visible à travers le nombre de demandes croissantes à participer au groupe de parole pour les femmes cis et personnes trans ayant vécu un ou des viols, qui compte une importante liste d'attente.

Si le récit de violence est parfois la première raison pour laquelle les personnes viennent nous rencontrer, ce n'est pas toujours le cas : nous constatons que le cadre d'écoute bienveillant et sécurisant que nous nous efforçons d'assurer permet également de faire émerger des "premiers récits", qui étaient tus jusque-là. Ce sont des paroles qui peuvent notamment émerger à la fin du premier entretien, ou au début d'un second. L'espace d'écoute que l'on propose permet aux personnes de prendre le temps de parler et de cheminer à leur rythme sur ces questions.

Infections Sexuellement Transmissibles

En 2023, les demandes autour des Infections Sexuellement Transmissibles

sont stables : 14% des personnes reçues, contre 17% en 2022 et 19 % en 2021.

Les personnes viennent régulièrement au Planning Familial chercher une solution pour un dépistage anonyme et gratuit avec des délais plus court qu'au CeGIDD, qui propose plusieurs semaines / mois d'attente ; Ce dernier étant le seul lieu de dépistage à la fois anonyme et complètement gratuit, nous nous retrouvons malheureusement démunis face à ces demandes.

Nous sommes également interpellé·e·s par des personnes mineures qui voient conditionné leur accès au CeGIDD à un accompagnement par une personne majeure. Nous constatons que cette clause est un frein pour nombre de jeunes, qui détériore l'accès au dépistage des moins de 18 ans et augmente les risques de contamination. Des bénévoles du PF31 peuvent ponctuellement avoir ce rôle d'accompagnateur·ice, mais les moyens humains ne permettent pas de répondre à toutes les demandes.

Les contraceptions

Le nombre de personnes qui viennent nous voir pour la contraception reste très stable, soit 18% des entretiens en 2023 comme en 2022.

Les personnes souhaitent souvent des informations sur les différentes méthodes contraceptives, parler de leurs questionnements et craintes, ou bien d'un problème d'utilisation d'un moyen contraceptif (comme un oubli de pilule). Il s'agit souvent d'une première écoute en vue d'un rendez-vous ou d'une prescription médicale.

Souvent, ces entretiens débouchent sur une écoute plus générale autour des vies affectives et sexuelles (pratiques sexuelles, relations de couple, etc).

Par ailleurs, malgré une large communication sur le sujet, une confusion

persiste entre Planning Familial et Centre de Santé Sexuelle : beaucoup de personnes pensent trouver dans notre structure des médecins pour réaliser des ordonnances ou des actes médicaux (retraits d'implants,). Nous ré-orientons donc souvent vers le CSS ou vers des professionnels de santé avec qui nous sommes en contact.

LES CHIFFRES-CLÉS POUR 2023

946 personnes accueillies
160 créneaux de permanence de 4h
soit **636 heures** d'accueils individuels réalisés

► LES PERMANENCES TELEPHONIQUES – NUMERO VERT NATIONAL



Le numéro vert national est une ligne téléphonique d'écoute, d'information et d'orientation en matière de vie affective, relationnelle et sexuelle. Cette ligne est gratuite et anonyme. En 2023, une équipe de bénévoles formée tient des permanences tous les mercredis soirs de 17h à 20h.

LES CHIFFRES-CLÉS POUR 2023

48 personnes écoutées
8 séances de 3 heures ont été réalisées,
soit **24 heures** d'écoute sur 2 mois
6 bénévoles et **1 salariée** référente mobilisé·e·s

SENSIBILISER LES PUBLICS À L'ÉDUCATION À LA VIE AFFECTIVE, RELATIONNELLE ET SEXUELLE

► EN DIRECTION DE L'ÉDUCATION NATIONALE : DES INTERVENTIONS EN PRIMAIRES, COLLEGES ET LYCEES

Contexte et enjeu

Éducation à la vie affective et sexuelle : un droit !

L'éducation à la vie affective et sexuelle est un droit. La loi affirme : « *une information et une éducation à la sexualité sont dispensées dans les écoles, les collèges et les lycées à raison d'au moins trois séances annuelles et par groupes d'âge homogène* » (article 22 de la n° 2001-588 du 4 juillet 2001, complété le chapitre II du titre I du livre III du code de l'éducation par un article L. 312-16).

Pourtant, faute de moyens, la loi n'est pas respectée. Seulement 15 % des élèves bénéficient de ces trois séances. En 2023, la confédération du Planning familial, aux côtés de SOS Homophobie et Sidaction, saisit le tribunal administratif de Paris pour demander son application. Ce défaut de moyens s'observe aussi au PF31.

D'une part, les moyens humains et matériels accordés à notre association nous obligent à décliner une partie des demandes. D'autre part, les collèges et les lycées se contenteront souvent, suivant leurs contraintes organisationnelles, d'une intervention ponctuelle sur un niveau (par exemple, une heure pour les classes de seconde).

Or éduquer à la vie affective et sexuelle, en prenant en compte les vécus et les savoirs des élèves, et en incluant toute la complexité et la richesse de la vie humaine,

exige plus de temps. Le PF31 intervient en amenant la condition de réaliser plusieurs heures et plusieurs séances par classe.

Une méthode inscrite dans l'éducation populaire

Nous sommes une association d'éducation populaire. Nous utilisons des méthodes et des supports d'animation qui en sont issus. En 2023, le Planning familial a continué d'être accusé de propagande *wokiste* (par le Rassemblement National, Valeurs Actuelles, Boulevard Voltaire, La Nef, Le Point, etc). Cette panique morale est très loin de nos actions, nos partenaires de terrain le savent bien ; c'est pourquoi nous continuons de recevoir plus de demandes que nous ne pouvons honorer.

Auprès des élèves, il est au cœur de notre pratique de ne jamais dicter ni une manière de penser, ni les « bons mots » à utiliser, ni des valeurs auxquelles ils devraient adhérer. Notre posture consiste avant tout à cheminer avec les personnes, à partir de leurs réalités, de leurs représentations, et à faire émerger leurs réflexions, leurs échanges, leurs partages de connaissances et d'opinions. En effet, nous pensons que chaque personne est experte de sa propre vie et que c'est en partant de là qu'elle peut accéder à des concepts et se forger un esprit critique.

Non-mixité ou mixité choisie

Nous proposons à la plupart des établissements que les séances se déroulent en « non-mixité » (ou « mixité choisie »). Cela signifie que, pour un temps limité, les classes se divisent avec une

séance dédiée aux garçons et une séance dédiée aux filles. En effet, nous pensons que dans un monde marqué par les inégalités sociales, le vécu et l'expérience peuvent être différents selon notre genre. Cela part aussi du constat que parfois, il est plus facile de parler de certains sujets dans le cadre de la non-mixité, pour mieux se retrouver ensuite.

Toutefois, ces catégories « homme », et « femme » sont construites socialement, et tout le monde ne s'y reconnaît pas. Elles posent aussi la question de l'inclusion des jeunes trans ou en questionnement, pas forcément *out* dans leur collège ou lycée (c'est-à-dire qui n'en ont pas parlé publiquement). Ce sont des questions que nous prenons le temps d'aborder avec les établissements pour nous assurer que les élèves aient, au-delà des préconceptions des adultes, le choix de leur participation avec tel ou tel groupe, pour s'assurer que chacun·e soit aussi confortable que possible.

La réorientation des jeunes suite à une intervention

Nous avons pu constater lors de nos interventions que les élèves sont intéressé·e·s et impliqué·e·s pendant les séances. Les élèves ont témoigné d'un réel besoin de lien social en direct, d'espaces de parole, d'informations et de ressources vers lesquelles se tourner. Selon eux, nos interventions ont pu répondre à ces besoins. Le choix du lycée LEGPA à Tournassou a accentué ce constat pour cette année, dans un milieu rural éloigné des ressources.

Par ailleurs, en 2023 a été maintenue la proposition de permanences, afin d'écouter et accompagner toutes les élèves du lycée qui le souhaiteraient. Cette action nous paraît pertinente pour donner l'opportunité

à l'ensemble des élèves de rencontrer le Planning Familial, dans la mesure où il nous est impossible d'intervenir dans l'entièreté des classes d'un même lycée. Les élèves ont pu utiliser cet « espace » pour discuter et poser leurs questions.

De plus, les partenariats se consolident avec les établissements, dont certains fonctionnent depuis plusieurs années, et d'autres se créent, avec une volonté de penser des projets spécifiques avec les besoins repérés.

Nous pouvons également remarquer la nécessité et la pertinence de nos interventions en observant qu'après nous avoir rencontré·e·s, il paraît plus simple tant pour les professionnel·les (enseignant·e·s ; infirmier·e·s ; CPE ; AED ...) de prendre contact avec nous ou de nous orienter des élèves, que pour les élèves de venir directement nous solliciter.

Ce que nous mettons en œuvre

► L'ÉDUCATION A LA VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE EN LYCÉES

Les interventions du Planning familial dans les lycées font l'objet d'une demande de financement via la Fédération Régionale Occitanie du Planning Familial auprès du Conseil Régional « Appel à projets Génération Santé » et ne sont donc pas facturées à l'établissement.

Dans le cadre spécifique de ce projet, nous proposons :
- De mener des séances d'éducation à la vie affective et sexuelle auprès de lycéen·ne·s du département de la Haute-Garonne, dans le cadre de l'application de loi de 2001 qui prévoit 3 séances par an et par niveau-

classe tout au long de la scolarité. Le format d'interventions que nous proposons est de 2 séances de 1h30 par classe de 1ère ou de terminale.

- De tenir des permanences dans les lycées, soit sur des thématiques spécifiques (par exemple LGBTQIA+), soit plus largement sur les thématiques de vie affective et sexuelle. Nous venons avec des ressources, du matériel de prévention, des supports de discussions issus de l'éducation populaire, et c'est l'occasion pour les élèves d'échanger, partager leurs questions, obtenir des informations.

LES CHIFFRES-CLÉS POUR 2023

75 lycéen·ne·s rencontré·e·s dans 2 établissements différents
7 demi-groupes avec une séance chacun au lycée Ondes, à Tournassou
1 permanence de 2h au lycée Airbus, à Toulouse

► L'EDUCATION A LA VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE EN COLLEGES

Le PF31 a obtenu un financement pour deux classes de 4^{ème} dans le cadre du projet « Parcours Laïque et Citoyen » pour l'année scolaire 2022-2023. L'action (2 séances de 2h) a été réalisée en 2022 au collège Jean-Pierre Vernant auprès d'un groupe de 21 garçons de la classe. En effet, ce projet fonctionne en partenariat avec l'association Faire Face qui elle anime des ateliers d'autodéfense féministe en mixité choisie, à destination des personnes qui vivent du sexisme et des violences de genre, qui peuvent donc être des filles, mais aussi des personnes trans et/ou non-

binaires, sur la base de l'auto-détermination des élèves.

Les séances animées par le PF31 ont donc concerné les garçons et étaient consacrées à travailler sur les questions de consentement, notamment à l'aide d'un outil appelé « l'échelle du consentement » qui permet d'analyser des situations et de réfléchir concrètement à cette notion. L'atelier est très apprécié par les collégiens qui ont largement participé.

LES CHIFFRES-CLÉS POUR 2023

2 classes de 4ème
45 collégien·nes rencontré·e·s dans 1 établissement
4 séances de 2h réalisées (soit 2 séances par classes)

► L'EDUCATION A LA VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE EN ECOLES PRIMAIRES

L'intervention a été construite en séances progressives, adaptées aux besoins et niveau des enfants, et selon les travaux menés en amont par les enseignant·e·s. Elles sont réalisées en s'appuyant sur des outils d'éducation populaire, participatifs, ludiques, qui favorisent l'implication de chaque élève.

La séance 1 a pour thème les émotions. Il s'agit d'apprendre à les identifier, en passant par les sensations (par exemple, les mains moites pour la peur...), puis d'approfondir la notion de sentiment. Cette séance n'a pas été nécessaire dans les écoles où les émotions étaient déjà traitées au quotidien.

La séance 2 parle du corps. En proposant des images, en apportant une grande vigilance à ne pas utiliser de contenu choquant, nous identifions les différentes parties du corps, et amenons à la notion de partie intime. Au-delà des petits surnoms familiers que certain-e-s chuchotent en riant, les mots auxquels les enfants peuvent avoir accès pour les nommer sont souvent confus : le sexe peut, par exemple, faire partie d'un ensemble vague "fesses". Or, pour connaître son corps sans honte, et pour poser des limites, avoir des mots clairs est un levier fondamental. Nous commençons à affirmer, en chanson, que "mon corps, c'est mon corps, ce n'est pas le tien !"

La séance 3 se concentre sur le consentement. Maintenant que les parties du corps sont claires, il s'agit de bien identifier ce qu'on a le droit de montrer, voir, toucher, ou non. En plus de ce que peuvent faire ou non les enfants entre enfants, nous abordons quels adultes, dans quels contextes, ont quels droits et devoirs. Cela peut amener à des révélations de violences. Plus largement, et dans toutes les interactions même en dehors de l'intimité, ces temps favorisent la prise de conscience et le respect des limites, pour soi comme pour les autres.

La séance 4 aborde l'égalité de genre. En suite logique du consentement, nous explorons sous le prisme du genre les différentes libertés que nous pouvons facilement exercer. Est-ce que les garçons peuvent avoir d'autres émotions que la colère ? Est-ce que les filles peuvent prendre autant de place dans la cour de récréation ? En nous appuyant sur les vécus variés des élèves, nous amenons à favoriser l'égalité entre les enfants dans toute leur diversité.

LES CHIFFRES-CLÉS POUR 2023

5 classes
101 élèves rencontré-e-s
7 séances réalisées

► EN DIRECTION DE STRUCTURES ACCOMPAGNANT DES PUBLICS SPECIFIQUES OU DANS DE TERRITOIRES SPECIFIQUES

Contexte et enjeux

Ce que nous entendons par "publics spécifiques", ce sont des personnes rendues vulnérables par la position socio-économique dans laquelle elles sont placées. Cela inclut, d'une part, les habitant-e-s des "Quartiers Prioritaires de la Ville" définis par le Contrat de Ville, qui changent au fil du temps bien que les réalités des personnes changent peu ; et d'autre part, les publics en situation de précarité que nous identifions nous-mêmes.

Il est essentiel de rencontrer et de nouer des liens avec les acteur-ice-s de terrain qui accompagnent ces publics : cette démarche permet de les sensibiliser aux questions relatives à la vie affective, relationnelle et sexuelle, rarement prioritaires dans un contexte astreignant. Les professionnel-le-s nous sollicitent sur la santé sexuelle mais aussi autour des « droits en tant que femmes ».

Notre objectif est de garantir que les personnes accompagnées puissent identifier le PF31 comme un lieu ressource fiable et accessible. Pour cela, il est crucial qu'elles soient informées de nos permanences d'accueil, d'écoute,

d'information et d'orientation. Face à des personnes mises en vulnérabilité, il est fondamental de mettre à disposition des espaces de parole, et dans des conditions adaptées. Cette démarche s'inscrit dans notre approche d'éducation populaire, permettant à chacun·e de poser ses questions, d'exprimer ses besoins, de partager ses préoccupations mais aussi toutes ses propres stratégies. Ces échanges se déroulent dans un cadre de confidentialité et de confiance, garantis par nos équipes, afin de créer un environnement sécurisant et bienveillant. C'est précisément cette approche qui est appréciée tant par les professionnel.le-s qui nous contactent que par les personnes que nous rencontrons.

► INTERVENTIONS DANS DES STRUCTURES SPECIALISEES AUPRES DES PUBLICS EN SITUATION DE PRECARITE

Le PF31 intervient auprès de personnes se trouvant dans des structures spécialisées : MECS, CHRS, ITEP, Accueil de jours, etc. Avec certaines de ces structures, nous commençons à avoir un partenariat depuis plusieurs années qui fonctionne très bien. Avec d'autres, il est en cours de création.

Les interventions proposées prennent la forme de groupes de parole, permettant d'aborder une vaste gamme de thèmes interconnectés. Les discussions couvrent les violences, y compris les violences sexuelles, le viol, l'inceste, les violences conjugales et obstétricales, et s'étendent aux questions liées aux grossesses, à l'accouchement et à la parentalité. On y traite également de l'autonomie corporelle, en abordant la réduction des risques, les informations sur les IST et l'avortement, ainsi que l'accès à la santé dont la santé sexuelle. L'expression des émotions et les

droits des femmes sont également des sujets clés, souvent examinés à travers le prisme de l'interculturalité. Les débats incluent les sexualités, l'orientation sexuelle, et la vie affective, explorant les relations à l'autre. Les rôles genrés dans les sociétés et les transidentités sont discutés en lien avec les parcours d'exil et les rapports à la justice. Enfin, des aspects pratiques comme le logement, le travail et les liens avec les centres d'accueil (CHRS, centres parentaux, etc.) sont également abordés, formant ainsi un ensemble à la fois vaste et cohérent face à tous les enjeux que les personnes traversent.

LES CHIFFRES-CLÉS POUR 2023

2 établissements visés
40 personnes accompagné·e·s

Foyer Maternel Sainte-Lucie : **5 séances** de 2h + **1h de présence** dans l'établissement : 33 personnes + **1 sortie cinéma** pour aller voir le film « We Are Coming » pour laquelle 5 femmes étaient intéressées mais finalement seulement 1 femme a pu venir suite à un problème d'organisation de la structure pour la garde des enfants des femmes intéressées.

CHRS Le Touril : **2 séances** de 2h ont finalement pu avoir lieu : 7 personnes, et **2 séances** de 2h ont été annulées par la structure.

7 interventions ont été réalisées et **1 sortie cinéma** et 2 ont été annulées et n'ont pu être reportées qu'en 2023.

► INTERVENTIONS DANS DES STRUCTURES SE SITUANT DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA VILLE

Sollicité·e·s par des structures situées dans ces quartiers, nous intervenons auprès de personnes de toutes les générations, en créant des espaces d'échanges là aussi autour de la vie affective, relationnelle et sexuelle au sens large, incluant les discriminations. Ces séances permettent de cheminer avec les participant·e·s, à partir de leurs vécus, ressources, représentations, de faire émerger des réflexions, d'échanger entre elleux, de partager des opinions, des connaissances.

Nous avons également été sollicité·e·s par des acteur·ices de terrain jeunesse des quartiers Bagatelle et Faourette pour une formation, afin qu'ils puissent s'outiller pour accompagner au mieux les jeunes rencontré·e·s dans le cadre de leurs

missions sur les questions relatives à la vie affective, relationnelle et sexuelle.

LES CHIFFRES-CLÉS POUR 2023

9 séances réalisées auprès des Missions locales et d'une association du quartier Amouroux-Soupetard Le Cabri

71 personnes rencontrées dans le cadre de ce projet dont une **vingtaine de professionnel·le·s** via la formation du Collectif en tout genre et les échanges partenariaux, ainsi que **50 personnes** lors des séances réalisées.

PROPOSER DES ESPACES COLLECTIFS DE PAROLE ET DE SOUTIEN

Contexte et enjeux

Des espaces d'expression et de soutien mutuel

Les groupes de parole proposés par le PF31 sont conçus pour être des espaces d'expression et de soutien mutuel entre personnes partageant des expériences communes. Ils consistent en un minimum de 6 séances, avec un nombre réduit de participant·e·s, afin de créer un lien de confiance et de permettre à chacun·e de s'exprimer pleinement. Ces groupes sont des outils puissants d'empouvoirement, favorisant le partage et la réflexion sur des stratégies individuelles et collectives pour permettre aux participant·e·s de retrouver leur capacité d'agir.

Un cadre sécurisant

Les animateur·ice·s garantissent un cadre sécurisant et bienveillant, facilitant la compréhension mutuelle et l'expression des ressentis grâce à une posture d'écoute active et d'éducation populaire. Les participant·e·s sont ainsi encouragé·e·s à décider et à construire collectivement, créant un environnement propice à l'entraide et à la recherche de solutions. Ensemble, iels peuvent échanger sur des stratégies pour se protéger des conséquences souvent dramatiques des viols.

La mixité choisie : un outil de libération

La mixité choisie, utilisée par le PF31 depuis des années, s'avère un outil efficace pour libérer la parole, notamment dans le cadre des interventions en éducation à la vie affective et sexuelle. Les femmes et les personnes trans, souvent victimes d'oppression sexiste et de violences de

genre comme le viol, trouvent dans ces groupes un espace sécurisant et bienveillant. L'approche structurelle des violences sexuelles du PF31, basée sur une perspective sociologique et féministe, aide à déculpabiliser les victimes et à désindividualiser leurs expériences tout en respectant leur singularité. Cette méthode, considérant les violences sexuelles comme un "fait social" est souvent perçue comme une ressource précieuse et rare par les participant·e·s.

Des limites matérielles dommageables

Il est du devoir de la société dans son ensemble de mettre de tels espaces à disposition des personnes. À notre connaissance, nous sommes seul·e·s à proposer ce groupe de parole pour personnes ayant vécu un ou des viols dans la région. Malheureusement, malgré notre forte conviction de leur nécessité, le PF31 est dépassé par la demande, ne pouvant y répondre dans des délais raisonnables faute de moyens humains et financiers. La diffusion de l'existence de ces groupes a été arrêtée depuis plus d'un an, bien que les sollicitations continuent d'affluer. Les efforts pour obtenir des financements supplémentaires n'ont pas encore porté leurs fruits, contraignant le PF31 à limiter les groupes de parole à 1,5 par an, ce qui oblige parfois les victimes à attendre plusieurs années pour y participer. Or, les viols ont de graves conséquences sur la santé. On le sait, l'isolement des personnes qui ont été victimes peut être très fort, et la culpabilité d'autant plus. Cette situation est insatisfaisante tant pour les personnes concernées que pour l'équipe du PF31.

Ce que nous mettons en œuvre

► GROUPE DE PAROLE POUR LES FEMMES CIS ET PERSONNES TRANS AYANT VECU UN OU DES VIOLS

La mise en place du groupe commence par des entretiens individuels. Les personnes volontaires sont reçues et prennent connaissance de la charte du groupe. Si les modalités leur conviennent, elles signent.

Pour qu'un groupe soit constitué, il doit inclure 5 à 7 participant·e·s, en plus des deux salarié·e·s qui co-animent. Les séances ont lieu au local du Planning familial 31, en dehors des horaires d'ouverture au public pour mieux préserver le cadre sécurisant, dont l'anonymat des personnes. Une fois que tout le monde est installé, la porte d'entrée est fermée de l'intérieur, avec un verrou que les participant·e·s peuvent ouvrir sans clé.

Nous réalisons 6 séances par groupe, à raison d'une séance toutes les deux semaines. À chaque séance, le groupe choisit une thématique. La place des animateur·ice·s est avant tout de garantir le cadre. En posture d'écoute active et d'éducation populaire, iels relancent, reformulent, synthétisent ; les participant·e·s ont toute la place de décider, construire un cheminement collectif. À la fin des 6 séances, nous proposons à nouveau des entretiens individuels, pour faire le bilan avec chaque personne. Enfin, dans les mois suivants, nous organisons des retrouvailles.

LES CHIFFRES-CLÉS POUR 2023

Au total, **1,5 groupe** réalisé car chevauchement sur l'année 2022/2023 : soit un 1er groupe qui se termine au premier semestre 2023, et un 2ème qui démarre au dernier semestre 2023 et qui se terminera au premier semestre 2024.

10 séances collectives réalisées, dont 2 séances pour le 1er groupe et 8 séances pour le 2ème groupe.

15 entretiens individuels réalisés, dont 6 entretiens de bilan avec le 1ème groupe et 9 entretiens individuels de rencontre pour le 2ème groupe.

1 séance "retrouvailles" avec l'ensemble des groupes (depuis le début du projet il y a 6 ans).

26 personnes recontactées pour le 2ème groupe, dont 7 personnes qui ont signé la charte et **6 personnes qui ont participé** pour le 2ème groupe.

► GROUPE DE PAROLE POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Des groupes de paroles en direction de personnes en situation de handicap travailleur·euses d'ESAT, centrés sur la vie affective, relationnelle et sexuelle, sont co-animés avec le Collectif ZEF, partenaire privilégié avec lequel nous travaillons depuis longtemps. Cette collaboration permet également de mutualiser des outils et de travailler à l'adaptation de supports pédagogiques.

Avec ces groupes, nous réalisons 8 séances. Leur fin est souvent vécue comme une frustration. Elles permettent tout de même de répondre sur du long terme aux questions et d'aborder des thématiques aussi variées que les émotions, les relations amicales, amoureuses et familiales, les rencontres, la solitude et l'isolement, le rapport au travail, la confiance et l'estime de soi, les discriminations, les relations sexuelles, le plaisir, le consentement, l'anatomie des organes génitaux, la santé sexuelle, etc.

Nous proposons également aux structures qui nous sollicitent une séance au local du Planning familial 31, à la fois en première rencontre pour engager un partenariat, et pour aider les personnes à repérer concrètement le lieu du Planning comme un espace ressource.

LES CHIFFRES-CLÉS POUR 2023

4 groupes de paroles de 8 séances

réalisés en direction des travailleur·euse·s d'ESAT

2 visites au local du Planning Familial 31 pour deux nouvelles structures

37 personnes en situation de handicap accompagnées

15 professionnel·le·s concerné·e·s par la coordination de projet

7 nouvelles structures nous ont sollicité

1 structure ESAT nous sollicite pour une formation à destination des professionnel·le·s encadrant·e·s dans l'objectif de travailler à l'accompagnement à la vie affective, relationnelle et sexuelle.

FORMER ET OUTILLER LES PROFESSIONNEL·LE·S SUR LES QUESTIONS RELATIVES À LA VIE, AFFECTIVE, RELATIONNELLE ET SEXUELLE, AUX VIOLENCES SEXUELLES ET DE GENRE, À LA POSTURE D'ÉCOUTE ACTIVE

Contexte et enjeux

Nous évoluons dans un contexte où les discriminations, le harcèlement, les LGBTQIA+phobies, et les violences sexistes et sexuelles augmentent, et que nous savons qu'elles ont un impact sur la santé globale mais également sur la santé sexuelle. À ce titre, former et outiller les professionnel·le·s qui accompagnent au plus proche les personnes nous semblent fondamental.

Nos formations s'adressent aux professionnel·le·s du champ médico-socio-

éducatif, aux acteur·ice·s de structures associatives et à toute personne souhaitant devenir des "personnes ressources" au sein de leur environnement de vie et/ou de travail. Les formations constituent, pour le PF31, un enjeu très fort dans la visée que les professionnel·le·s puissent s'approprier les thématiques portées par le Planning familial, développer une posture professionnelle adaptée et s'outiller avec les piliers sur lesquels s'appuie le Planning familial : une grille d'analyse féministe intersectionnelle, l'approche globale en santé sexuelle,

l'approche centrée sur la personne, l'approche de réduction des risques sexuels, l'approche positive et inclusive des sexualités.

Ces actions de formation, particulièrement appréciées pour leurs dimensions pédagogiques et politiques, ciblent des thématiques qui couvrent les questions EVARS et reflètent l'expérience de terrain du PF31. Elles répondent à des besoins variés : s'approprier une grille d'analyse, confronter diverses expériences de terrain, co-construire des savoirs, actualiser des connaissances techniques sur l'écoute active, ainsi que sur les normes et représentations des sexualités et de la santé sexuelle, et s'expérimenter au travail. De plus, face à la difficulté croissante de développer de nouveaux projets en raison du manque de financements publics, ces formations contribuent à notre auto-financement, tout en étant inspirées par notre pratique sur le terrain. Ainsi, interventions et formations se révèlent complémentaires, les premières nourrissant et soutenant les secondes.

À la fin de l'année 2022, nous avons obtenu la certification Qualiopi, qui nous assure de continuer à offrir des formations de qualité. Bien que le travail administratif associé à cette certification soit considérable pour notre équipe, il s'aligne avec notre engagement à rester au plus près des sujets de lutte que nous soutenons et à actualiser nos contenus pour répondre aux besoins des professionnel-le-s avec qui nous travaillons.

Ce que nous mettons en œuvre

► FORMATIONS INTER SUR INSCRIPTIONS

Les formations dites « inter » sont proposées sur inscriptions individuelles. À ce jour, nous comptons deux formations de 2 jours dans notre catalogue de formation, intitulées « Accueillir et soutenir les personnes victimes de violences sexuelles » et « Sexualités, et si on en parlait ? ».

LES CHIFFRES-CLÉS POUR 2023

2 formations réalisées, soit **2 jours** de formation

33 professionnel.les formé-e-s

Formation SEX : **67% très satisfait·e·s** et

33% satisfait·e·s du niveau global

Formation VS : **56% très satisfait·e·s** et

44% satisfait·e·s du niveau global

► FORMATIONS INTRA EN DIRECTION DE STRUCTURES

Les formations dites « intra » sont réalisées en interne dans des structures qui nous sollicitent avec un besoin spécifique de formation. Nous formons les équipes de ces structures. Il s'agit d'apporter des éléments théoriques, mais également de travailler sur leur posture d'écoute et leurs représentations, en restant au plus près de leur situation de terrain réelle.

Formation en direction du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille

Le PF31 a lancé en partenariat avec le collectif ZEF le projet de former les équipes du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille. Le CDEF, institué par le Conseil Départemental, est le service d'urgence de l'aide sociale à l'enfance. Il accueille tout·e mineur·e du département qui a besoin d'une mise à

l'abri immédiate. Les enfants et adolescent·e·s sont accueilli·e·s dans différentes villas, où les enjeux autour de la vie affective et sexuelle, et particulièrement des violences, sont prégnants au quotidien. En 2023, nous avons formé l'équipe du pôle santé, ainsi que 4 équipes de différentes villas sur 1 journée, principalement sur les techniques d'écoute active. Nous avons également animé une séance d'analyse des pratiques après chaque session de formation, offrant un espace de parole dédié aux enjeux de santé sexuelle des jeunes et à la place des adultes encadrant·e·s. Nous avons pu observer les besoins forts de ces espaces d'échanges dans un contexte difficile. En 2024, nous espérons continuer à former le reste des équipes.

Formation en direction du GAF

Nous avons formé l'équipe du GAF, un accueil de jour pour des personnes vivant à la rue avec souvent d'autres problématiques (santé mentale, addictions, vécu de violences...), l'équipe étant composée de travailleur·euse·s pair·e·s et de travailleur·euse·s sociaux. Nous intervenons sur 2 jours de formation avec cette équipe composée d'une dizaine de personnes afin de travailler avec elles sur les questions de genre, de sexualités, des violences sexistes et sexuelles, LGBTphobies... Tout autant de thématiques qui leur posent questions, voire problèmes et sur lesquelles iels ne se sentent pas outillé·e·s pour intervenir.

Formation en direction de l'ANRAS de Saint Gaudens

Nous sommes intervenu·e·s dans le sud du département, à Saint Gaudens, auprès de travailleur·euse·s de l'ANRAS de différents services (MECS, SESSAD..) qui donc ne se connaissaient pas forcément. La formation demandée était sur l'accueil

et l'écoute d'un récit de VSS, mais nous avons également dû adapter la formation au fil des 2 journées aux demandes de professionnel·le·s.

LES CHIFFRES-CLÉS POUR 2023

3 formations réalisées, soit **5 jours** de formation au total

36 professionnel·le·s formé·e·s

► FORMATIONS EN DIRECTION DES FUTUR·E·S PROFESSIONNEL·LE·S

Depuis plusieurs années, le PF31 est repéré comme un partenaire privilégié pour amener les questions relatives à la vie affective, relationnelle et sexuelle, aux violences sexistes et sexuelles, aux discriminations, à la santé sexuelle, auprès des étudiant·e·s et futur·es professionnel·le·s, sollicité par les enseignant·e·s, formateur·ice·s ou autres professionnel·le·s d'établissements de l'enseignement supérieur ou de l'accompagnement des services civiques. Dans cette perspective, iels bénéficient de temps de sensibilisation pour questionner leurs vécus personnels et collectifs sur ces larges thématiques, permettant de répondre aux attentes à la fois à titre individuel et professionnel. Ces temps permettent ainsi qu'iels puissent repérer le PF31 comme lieu ressource et potentiel partenaire pour leurs futures missions, connaître des outils et des postures professionnelles. L'approche d'éducation populaire est souvent particulièrement appréciée par ces participant·e·s, peu habitué·e·s à des méthodes participatives et implicantes.

En 2023, nous n'avons pu répondre qu'à 3 établissements :

- * le Master GEPS (Genre, Egalité et Politiques Sociales) de l'Université Toulouse 2 dans le cadre de leur module Santé, Sexualités et Violences ;
- * Unis-cité dans le cadre de la formation de volontaires en service civique pour qu'ils puissent, en tant que personnes paires, animer à leur tour des interventions VARS ;
- * l'École Supaéro dans le cadre d'une sensibilisation de 2 jours « Définir, Identifier, Repérer les violences sexuelles et

de genre ; Travailler les postures d'écoute active dans l'accueil d'un récit ».

LES CHIFFRES-CLÉS POUR 2023

24h de temps de sensibilisation réalisées (entre 3h et 2 jours d'animation)

45 futur·e·s professionnel·le·s formé·e·s

DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES PSYCHOSOCIALES DES ENFANTS ET DES ADOLESCENT·E·S

Contexte et enjeux

À programme probant, contexte favorable

Le ProDAS (Programme de Développement Affectif et Social) est un programme pédagogique américain de prévention précoce visant à favoriser le bien-être et prévenir les violences en développant les compétences psychosociales. Conçu dans les années 60 aux États-Unis, il est intégré à la pédagogie québécoise depuis les années 1980. Il travaille sur la conscience de soi, la réalisation de soi, l'estime de soi et l'interaction sociale. Adapté en France par le Planning familial des Bouches-du-Rhône en 2004, ce programme a montré un impact très positif dans les écoles marseillaises et s'est depuis étendu aux collèges et lycées. Le ProDAS outille les enseignant·e·s, l'équipe éducative et les jeunes pour mieux vivre les émotions, les relations, et les conflits, à travers des activités fondées sur l'expression de soi et l'écoute active.

Ce programme éducatif a été expérimenté et évalué à travers une quarantaine d'études aux États Unis, au Canada et en Europe depuis 1970. Les résultats montrent les effets positifs du ProDAS dans les établissements scolaires. Chez les enseignant·e·s, on observe une amélioration significative de leurs compétences professionnelles, de leur satisfaction professionnelle, de leurs compétences d'animation du programme et de leurs compétences psychosociales. Chez les enfants, une amélioration significative des compétences émotionnelles telles que l'estime de soi, la conscience de soi, le contrôle de soi et le concept de soi (conscience, connaissance et estime de soi) ; et des compétences sociales telles que l'affirmation de soi, l'expression des ressentis, l'empathie, l'écoute, l'acceptation des pensées et ressentis d'autrui et la qualité des relations interpersonnelles.

Aujourd'hui, ce programme s'inscrit dans les plans régionaux de santé et dans les plans territoriaux de santé mentale. Il est désormais enregistré au [Répertoire des Actions Prometteuses et Probantes de Santé Publique France](#). En 2022, une stratégie interministérielle est pensée pour assurer d'ici 2037, un soutien continu au développement des CPS chez les enfants et les jeunes, pour lequel le ProDAS pourrait apporter une réponse concrète.

Le ProDAS est complémentaire aux séances EVARS (Éducation à la Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle), renforçant leurs effets en aidant les jeunes à mieux comprendre et appliquer des principes comme le consentement. Cependant, il est crucial que les financements pour les programmes reconnus « probants » ne se fassent pas au détriment des séances EVARS, qui restent indispensables et obligatoires selon la loi de 2001. Nous nous alertons ainsi de la tendance chez nos partenaires financiers qui auraient pour nouvelle ligne directrice de soutenir les programmes « probants », jugés plus profitables, peut-être au détriment d'actions qui n'ont jamais obtenu les moyens nécessaires pour prouver leur impact.

Encore des limites matérielles

En 2023, en l'absence de financements suffisants pour le programme complet, le PF31 a recherché des partenariats opérationnels et financiers. La fédération Occitanie, finançant des groupes de parole, a permis de mener une action ProDAS dans une école primaire de Toulouse, qui a été très positive. De plus, un nouveau salarié a été formé à l'animation de séances ProDAS, portant à quatre sur quatre le nombre d'animateur·ice·s formé·e·s dans l'équipe action au PF31. Un obstacle

majeur à l'implémentation du ProDAS est l'indisponibilité des enseignant·e·s pour la formation de cinq jours. Sans possibilité de remplacement accordé par le rectorat, la mise en œuvre complète du programme est difficile. Le PF31 continue de chercher des solutions en collaboration avec l'Éducation Nationale et ses partenaires pour surmonter ce frein.

Ce que nous mettons en œuvre

► LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES PSYCHOSOCIALES

Le ProDAS vise l'autonomie des établissements à moyen terme, avec une formation initiale de cinq jours pour le personnel éducatif, suivie de 10 à 15 accompagnements réguliers auprès des jeunes et d'analyses de la pratique.

En 2023, faute de moyens suffisants, des actions inspirées du ProDAS ont été menées à l'école élémentaire George Hyon à Toulouse. Un cercle de parole ProDAS a été mis en place avec une classe de 17 élèves (8 filles et 9 garçons) et leur institutrice. Six séances d'une heure ont été réalisées entre octobre et décembre 2023, alternant activités de coopération et cercles de parole. Les élèves et l'institutrice ont manifesté une grande satisfaction et un puissant enthousiasme, souhaitant continuer l'expérience. L'institutrice y voit le travail autour de la dynamique de groupe, sur les enjeux d'égalité de genre mais aussi beaucoup plus largement, d'interconnaissance, de lien, de respect.

LES CHIFFRES-CLÉS POUR 2023

6 séances réalisées

17 enfants accompagnés

1 enseignante accompagnée

Les témoignages des élèves soulignent l'importance de ces séances pour l'expression de leurs émotions et l'écoute active.

« ON APPREND DES HISTOIRES
SUR MAÎTRESSE ET MÊME SUR
TOUS LES AUTRES ET C'EST
BIEN »

« ON APPREND LES
EMOTIONS »

« ON APPREND À ÉCOUTER
AVEC TOUT SON CORPS »

« MOI J'AIME PAS PARLER MAIS
J'AIME ÉCOUTER LES HISTOIRES
ALORS J'ADORE LES CERCLE
MAGIQUES »

« LE PRODAS ÇA SERT À
PARLER DE CE QU'ON N'OSE
PAS DIRE AILLEURS »

RAPPORT FINANCIER

COMPTE DE RESULTATS 2023

		PRODUITS	
60. Achats/consommation	10434 €	70. Prestations	44063 €
Achats d'études et de prestations	1400 €	Prestations de services - partenaires extérieurs	42713 €
Achat matières et fournitures	8319 €	Locations Diverses	1350 €
Autres fournitures	715 €		
61. Services extérieurs	49389 €	74. Subventions d'exploitation	172434 €
Sous-traitance générale	12477 €	Etat - politique de la ville	10000 €
Locations	26614 €	DDCS - DDDFE	23011 €
Charges locatives et de copropriété	7789 €	DDCS - DRDFE via FR	1800 €
Entretien et maintenance	1005 €	FIPD	5000 €
Assurance	288 €	FDVA1 - formation des bénévoles	2500 €
Documentation, frais de colloque séminaire	1216 €	FDVA2 - fonctionnement	4000 €
		Préfecture - AAP DILCRAH	2500 €
62. Autres services extérieurs	21580 €	ARS - via FR	26000 €
Honoraires	1679 €	ARS - NVN via FR	600 €
Publications, plaquettes	189 €	La Région - Génération santé via FR	4450 €
Déplacements, missions	5320 €	La Région Occitanie - poliville	3000 €
Aides déplacements Espagne - IVG	6024 €	La Région Occitanie - AAP handicap	9000 €
Affranchissement, téléphone	677 €	La Région Occitanie - AAP égalité	5000 €
Services bancaires, autres frais et commission	796 €	La Région Occitanie - Génération Egalité via FR	1392 €
Cotisations	6895 €	Conseil Départemental 31 - fonctionnement	12000 €
		Conseil Départemental 31 - santé PAPH	2000 €
63. Impôts, taxes, versements assimilés	1086 €	Conseil Départemental 31 - AAP PLC	3000 €
Formation continue	1086 €	Mairie Toulouse - santé	6900 €
		Mairie Toulouse - Mission égalité diversité	4800 €
64. Charges de personnel	151735 €	Mairie Toulouse - DAT	2500 €
Rémunération personnel	116397 €	Mairie de Toulouse - local	5000 €
Charges Patronales	30993 €	Confédération Planning Familial - fond de solidarité	2981 €
Autres charges (tickets resto)	4345 €	Caisse d'Allocations Familiales 31	25000 €
		Fondation des Femmes - coup de pouce	10000 €
65. Autres charges de gestion courante	371 €		
Charges diverses de gestion courante	370,82 €	75. Autres produits de gestion courante ADHESION	5486 €
		Adhésions, dons au PF31	1467 €
67. Charges exceptionnelles	67 €	Dons pour la caisse de solidarité IVG	4019 €
Charges sur exercices antérieurs	67 €		
68. dot. Amort. s/immobil. Corporel	303 €	79. Transferts de charges	1872 €
TOTAL DES CHARGES	234964 €	TOTAL DES PRODUITS	223855 €
		résultat de l'exercice (déficit)	-11110 €
86. Emplois des contributions volontaires en nature	20020 €	87. Contributions volontaires en nature	20020 €
personnel bénévole	20020 €	bénévolat	20020 €
Total général charges	254984 €	Total général produits	243875 €
Fait le 18/07/2024, à Toulouse			
	PLANNING FAMILIAL 31		
	44 Place Nicolas Bachelier 1 ^{er} étage		
	31000 TOULOUSE		
	☎ 05 61 25 54 17		

Commentaires sur le compte de résultat 2023 :

Pour cette année 2023, **le PF31 termine son exercice avec un déficit de 11 042,66 €**. Il s'explique par les éléments suivants :

Analyse des dépenses :

Les dépenses générales ont augmenté de 12%.

Les charges représentent 234,4 k€ cette année contre 210,0 k€ en 2022.

► L'effectif de l'association s'est étoffé **pour un effectif de 6 personnes et 4,5 équivalent temps plein** (contre 4,2 équivalent temps plein en 2022).

Les charges sociales (rémunérations + cotisations) ont fait un bon de **+ 11 442 €**.

► **Le matériel informatique et des petits équipements ont été renouvelés pour 4 511 €** (contre 1 901 € en 2022), **les petites dépenses de fonctionnement** ont également augmenté pour **3 807 €** (contre 2 342 € en 2022).

► **Les missions et déplacements** ont bien repris cette année avec une augmentation de **+ 1 600 €**.

Analyse des produits

Les produits ont augmenté de 18%.

Les produits représentent 223,8 k€ cette année contre 189,5 k€ en 2022.

Nous constatons une **augmentation des prestations vendues en 2023** : formations, interventions et location de places de parking => 44 063 € soit 22 326 € de + quand 2022. Ayant obtenu notre certification Qualiopi fin décembre 2022, l'activité de prestation de formation a pu prendre son essor.

Quant aux subventions, elles ont augmenté de 20 034 € pour passer à 172 434 € en 2023.

Nous saluons les augmentations de 1 500 € pour le Conseil départemental (via le Parcours Laïque et Citoyen), et de l'ARS pour 4 000 € (via la convention signée avec la Fédération Régionale).

Des nouvelles subventions de la DILCRAH pour 2 500 € et du soutien de la Confédération Nationale du Planning Familial (via son fond de solidarité) pour 2 981 €.

La Fondation des femmes a apporté 10 000 € de soutien exceptionnel (via le "coup de pouce") cette année.

Les subventions suivantes ont été maintenues environ au même montant :

La Mairie pour 19 200 €, du Conseil départemental pour 15 000 € et de la CAF pour 25 000 €, de la FIPD pour 5000 €, la Préfecture de HG pour 10 000 €, de la DRDFE pour 23 011 €, le FDVA pour 4500 € et la FIPD pour 5000€.

En revanche, nous percevons une diminution des subventions du Conseil Régional : -500 € pour le projet handicap, et une baisse du volume de séances pour Génération Santé (11 300€ en 2022 / 4450€ en 2023). Sur les 4 projets en cours, cela représente une baisse de -7 350€ de la Région Occitanie.

D'autre part, nous observons également un déficit de - 2005 € pour la caisse de solidarité, qui est comptabilisé dans le déficit global de l'association mais qui en relativise le montant réel, cette caisse étant sur un compte bancaire séparé du reste des comptes de l'association.

En conclusion

Bien que les produits aient augmenté de 18%, ils restent toujours inférieurs aux charges, dont l'exercice comptable 2023 se conclut par un déficit de 11 042,66 €

Toutefois, ce résultat n'est pas inquiétant à court terme dans la mesure où les

exercices précédents étaient excédentaires.

Afin d'avoir une vision plus complète de la situation financière de l'association, voici quelques éléments importants de la partie bilan financier (compte 1 à 5) :

► Disponibilités en banques : 20 794 € ce qui seulement 2 mois d'avance pour payer salaires et loyers (16 000 € en moyenne par mois) (compte 5).

► Capital en positif de 56 862 €: ce qui représente les bénéfices des exercices

antérieurs et le déficit de cette année. Il crée indirectement la trésorerie (compte 1)

► Dettes à payer au 31/12/2023 : 33 014 € (charges sociales + fournisseurs à payer) (comptes 401+42+43+4418+4686)

► Prestations vendues en attente de paiement : 15 671 € (comptes 411+418)

► Subventions et autres produits à recevoir : 46 282 € (comptes 441 et 4687).

En conclusion, **les subventions et les recettes à recevoir représentent 61 953 € alors que les dettes à payer sont seulement de 33 014 €. L'association ne sera pas en difficulté de paiement.**

PERSPECTIVES 2024

Se mobiliser pour le maintien et le développement de nos activités

Dans un contexte politique particulièrement préoccupant, marqué par la montée de l'extrême droite et des mouvements anti-droits, et par les réductions de subventions et le silence des ministères, nous souhaitons alerter les financeurs sur les difficultés que nous rencontrons pour maintenir les postes et assurer le développement des activités du Planning familial en lien avec nos partenaires. En effet, nos réserves continuent de diminuer en raison de déficits accumulés après la crise de la Covid-19, tandis que les financements reçus restent largement insuffisants pour couvrir les besoins. Nous appelons les financeurs à reconsidérer l'importance du Planning familial dans la lutte pour une société solidaire, féministe, plus juste, inclusive et respectueuse de toutes.

Se mobiliser pour l'éduc sex en établissements scolaires

En 2023, très peu d'établissements respectaient les 3 séances obligatoires de la loi 2001. Pour 2024, nous savons déjà que les financements du Conseil Régional via « l'Appel à projets Génération Santé », qui permettent de réaliser ces séances dans les lycées, cesseront en juin. La tendance des financeurs publics (Conseil Régional et Agence Régionale de Santé) à se désengager des séances d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, pour ne subventionner plus que les programmes dits "probants et prometteurs" nous alarme. Le projet qui se

dessine de donner cette mission - une de plus et sans moyens - directement aux professionnel·le·s de l'Éducation nationale confirme nos inquiétudes. En évacuant l'apport d'associations qui construisent leurs pratiques en collectif et sur le terrain depuis des décennies, que va-t-il advenir de l'éduc sex pour les jeunes ?

Prendre soin de la vie associative

Co-former les bénévoles : au-delà des deux jours de formation théorique, et des venues en animation selon les disponibilités, il existe pour les bénévoles la possibilité de suivre une formation EAV (Éducation à la Vie Affective), obligatoire en France pour réaliser des premiers accueils et dispenser les interventions d'éduc sex. En 2023, la confédération du Planning familial a travaillé à partir de ce référentiel à un guide détaillé pour harmoniser les pratiques de formation des bénévoles. Ainsi dès janvier 2024, au Planning familial, chaque candidat·e à l'attestation EAV doit avoir un plan de formation personnalisé, avec 40 à 60 heures de théorie et 100 à 120 heures de pratique. Nous projetons des temps de travail à la fois salarié et bénévole pour réfléchir à comment nous saisir ensemble de ces modalités.

Bien fonctionner en autogestion : avec l'agrandissement de notre équipe salariée, étant passée de 4 à 6 postes mi-2023, il est nécessaire de clarifier ensemble notre organisation. Nous envisageons de faire appel à une structure externe, qui pratiquerait également l'autogestion, pour

accompagner toute notre association dans cette transition.

Soutenir le groupe local de Cazères-sur-Garonne à la mise en place de permanences

L'année 2023 a été dédiée à la formation des bénévoles du groupe local de Cazères dans l'optique d'ouvrir des permanences d'écoute, d'information et d'orientation pour les publics des zones rurales du Sud de la Haute-Garonne. En 2024, l'équipe salariée et les bénévoles du groupe local ont organisé des rencontres partenariales, et identifié plusieurs lieux pour la tenue de permanences. Aujourd'hui, nous sommes prêt·e·s à lancer 1 à 2 demi-journées de permanence par mois. Cependant sans soutien financier supplémentaire nous ne serons pas en mesure de les tenir. Ces permanences répondraient aux besoins des publics identifiés spécifiquement sur ce territoire, grâce à la présence du groupe local depuis 2020.

Mettre en œuvre le ProDAS dans sa forme probante

Depuis plusieurs années nous avons le souhait de développer le ProDAS dans sa forme probante auprès des écoles primaires. Jusqu'alors nous avons pu seulement mener, par faute de moyens, des séances inspirées du ProDAS. Une circulaire du ministère de l'Éducation nationale datée du 2 février 2024 rappelle que la lutte contre le harcèlement scolaire est "une priorité absolue", et l'ARS s'est prononcée sur sa volonté de financer

davantage les programmes probants et prometteurs. C'est donc dans une tendance plutôt favorable, que nous nous engageons en 2024 dans des réflexions stratégiques, au niveau régional et national avec les autres associations départementales du Planning familial, pour le déploiement du ProDAS dans sa forme probante dès 2025. Il va sans dire que ce déploiement devra s'accompagner des moyens financiers nécessaires à sa mise en œuvre, ainsi que la résolution de la question du remplacement et des heures dédiées à la formation pour les enseignant·e·s.

Améliorer l'accueil des personnes en permanences

Jusqu'à présent, nous avons toujours veillé à la présence d'au moins deux salarié·e·s pendant les permanences d'écoute pour des questions de sécurité. Cependant, une seule personne était chargée à la fois de recevoir en entretien et d'accueillir les personnes. Nos analyses de pratiques ont révélé que franchir les portes du Planning peut être difficile pour certaines personnes, et que les premiers instants peuvent être déterminants. De plus, il est essentiel que l'écoutant·e puisse se consacrer pleinement à l'écoute, sans se soucier des personnes qui arrivent en salle d'attente. Pour améliorer cet accueil, nous envisageons la mise en place d'un binôme de salarié·e·s : l'un·e dédié·e au premier accueil des personnes et l'autre à l'écoute en entretien.

ILS NOUS SOUTIENNENT



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MAIRIE
DE
TOULOUSE**



Agence Régionale de Santé



**MINISTÈRE
CHARGÉ DE L'ÉGALITÉ
ENTRE LES FEMMES ET
LES HOMMES,
DE LA DIVERSITÉ ET DE
L'ÉGALITÉ DES CHANCES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**La Région
Occitanie**
Pyrénées - Méditerranée



CONSEIL DÉPARTEMENTAL
HAUTE-GARONNE.FR



ALLOCATIONS
FAMILIALES

Caf
de la Haute-
Garonne



DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA LUTTE CONTRE
LE RACISME, L'ANTISÉMITISME
ET LA HAINE ANTI-LGBT



COMITÉ INTERMINISTÉRIEL
DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE ET DE LA RADICALISATION



**FONDATION
DES FEMMES**



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FDVA
FONDS POUR LE
DÉVELOPPEMENT
DE LA VIE
ASSOCIATIVE



le planning
familial 31

Planning Familial Haute-Garonne
44 place Nicolas Bachelier
31000 Toulouse

contact@planningfamilial31.fr